

L'ACTION DU RÉSEAU ANACT-ARACT AUPRÈS DES OBSERVATOIRES DÉPARTEMENTAUX D'ANALYSE ET D'APPUI AU DIALOGUE SOCIAL ET À LA NÉGOCIATION (ODDS)

Les observatoires départementaux d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation (ODDS) ont été créés par les Ordonnances Travail de 2017 pour favoriser et promouvoir le dialogue social dans les entreprises, notamment les plus petites.

Compte-tenu de ses missions d'appui technique aux acteurs du dialogue social, les Aract ont été fréquemment sollicités pour accompagner ces nouvelles instances du dialogue social territorial. Cette synthèse fait le point sur cet appui sans pour autant rendre compte de l'activité exhaustive de tous les ODDS mais seulement de l'action du réseau Anact-Aract en matière de dialogue social territorial.

LES MODALITÉS DE RECUEIL D'INFORMATION

Le groupe de travail en charge du dialogue social territorial au sein de l'Atelier Réseau « **Dialogue Social** » a réalisé un questionnaire envoyé fin 2021 à chaque Aract. Ce groupe est composé des Aract Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Grand-Est, Guadeloupe, Martinique, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et de l'Anact.

L'APPUI DU RÉSEAU EN QUELQUES CHIFFRES



12 Aract
mobilisées pour
accompagner
41 ODDS



7 Aract
en appui à des
**dynamiques
régionales**



5 séminaires
inter ODDS
organisés



Plus de
70 productions
auxquelles les Aract
et l'Anact ont contribué



1 article dédié
aux ODDS pour le bilan
du comité d'évaluation
des ordonnances



9 Aract bénéficient
de financements de la
DREETS pour leur action
en direction des ODDS

Les territoires où les Aract ont été mobilisées

Dans 12 régions sur 16, l'Aract a travaillé avec des ODDS depuis 2017. Ce sont principalement les services de l'État au sein des DDETS, DDETS-PP¹ et DREETS² qui ont mobilisé les Aract et nettement moins souvent les partenaires sociaux directement.

Notons la spécificité des Aract des régions insulaires (Dom-Tom et Corse) moins mobilisées par les ODDS, une spécificité pouvant s'expliquer par le périmètre mono départemental de la région et les dynamiques

spécifiques du territoire en matière d'organisation du dialogue social territorial (ODDS non mis en place du fait des instances déjà existantes par exemple, ou stratégies spécifiques des organisations syndicales locales, etc.).

¹ DDETS : Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (et de la Protection des Populations pour les DDETS-PP)

² DREETS : Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités



LES DYNAMIQUES RÉGIONALES EN DIRECTION DES ODDS

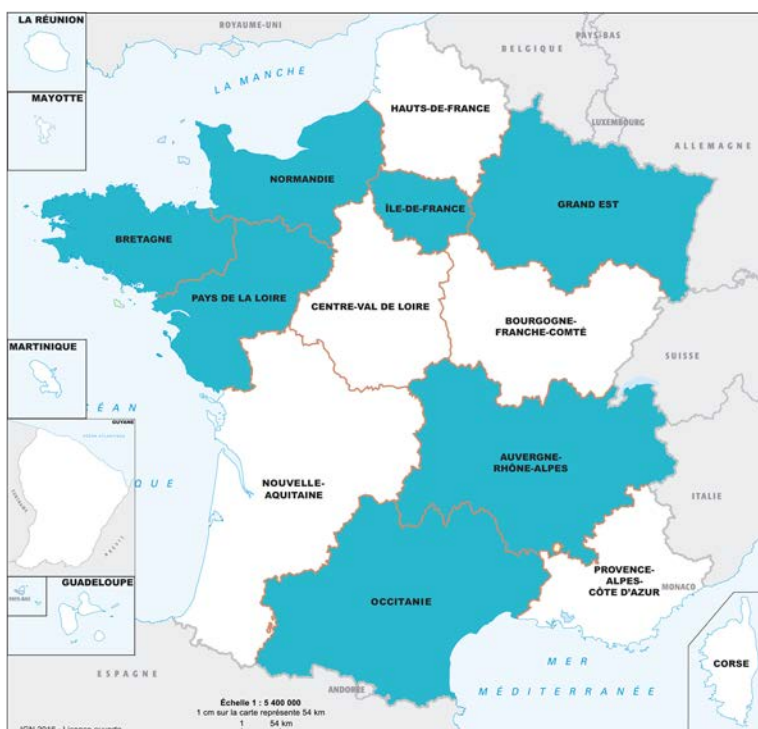
❖ **7 Aract ont contribué à des dynamiques régionales** impulsées par le Pôle Politique du Travail des DREETS, principalement sous la forme d'organisation de **séminaires inter ODDS** visant à favoriser les échanges entre observatoires (AURA, Bretagne, IDF, Occitanie, PDL) et donnant lieu à la rédaction de synthèses diffusées à tous les membres des ODDS.

On note par ailleurs la réalisation ou la contribution à :

- des **enquêtes** sur la mise en place et le fonctionnement des ODDS, leurs besoins en information et en accompagnement ;
- des **travaux de capitalisation** sur l'action des ODDS en matière d'outillage des CSE (ex : offre de service CSE du réseau Anact déclinée dans des départements à l'initiative des ODDS) ;
- des **rencontres des présidents et vice-présidents des ODDS** (Bretagne) ;
- la co-animation Réseau Anact-Aract/DREETS d'un projet de **création d'un espace ressources pour les ODDS** et leurs cibles (Occitanie avec Bretagne, Hauts de France et AURA).

Ce type de contribution au développement d'une dynamique régionale d'appui des ODDS semble conditionné par l'identification

du Réseau Anact-Aract comme acteur ressource sur le champ du dialogue social et en matière d'appui à la réalisation d'actions territoriales paritaires et non seulement comme « expert » sur les thématiques des conditions de travail.



LES DÉPARTEMENTS CONCERNÉS PAR UN APPUI DE L'ARACT AUPRÈS DES ODDS

• 41 ODDS ont travaillé avec le réseau Anact-Aract (représentant 12 Aract).

Ces appuis se déclinent en trois catégories :

- **des appuis méthodologiques** : présentation de l'offre de service de l'Aract vers les ODDS quand elle existe (appui sur les actions et sur leur fonctionnement), aide à la construction de la feuille de route de l'ODDS (séminaires, réunions), déclinaison de l'offre de service CSE, aide à la mise en œuvre de projets soutenus par le FACT (sur les thèmes de la négociation collective, le CSE et plus largement le dialogue social), à la réalisation d'études, à l'organisation et l'animation de conférences, ateliers, webinaires, agoras, etc., présentation de dispositifs gérés par l'Anact (Objectif Reprise, FACT³, ARESO⁴) ;
- **des appuis thématiques** : sensibilisation ou aide au développement d'actions sur la qualité de vie au travail, l'égalité professionnelle et les violences sexuelles et sexistes, le télétravail, le dialogue social pendant la crise, la mise en place des CSE, la négociation collective (analyse d'accords, de pratiques), l'attractivité des entreprises, les espaces de discussion sur le travail, la négociation basée sur les intérêts (en lien pour certaines actions avec le dispositif de formations communes animé par l'INTEFP⁵), l'ubérisation et l'économie de plateforme, etc.

- **Des appuis pour relayer des informations** via son réseau de partenaires, ses sites internet et les réseaux sociaux : étude sur le CSE conduite dans le cadre du PRST⁶, enquête sur le dialogue social en période de crise par exemple.

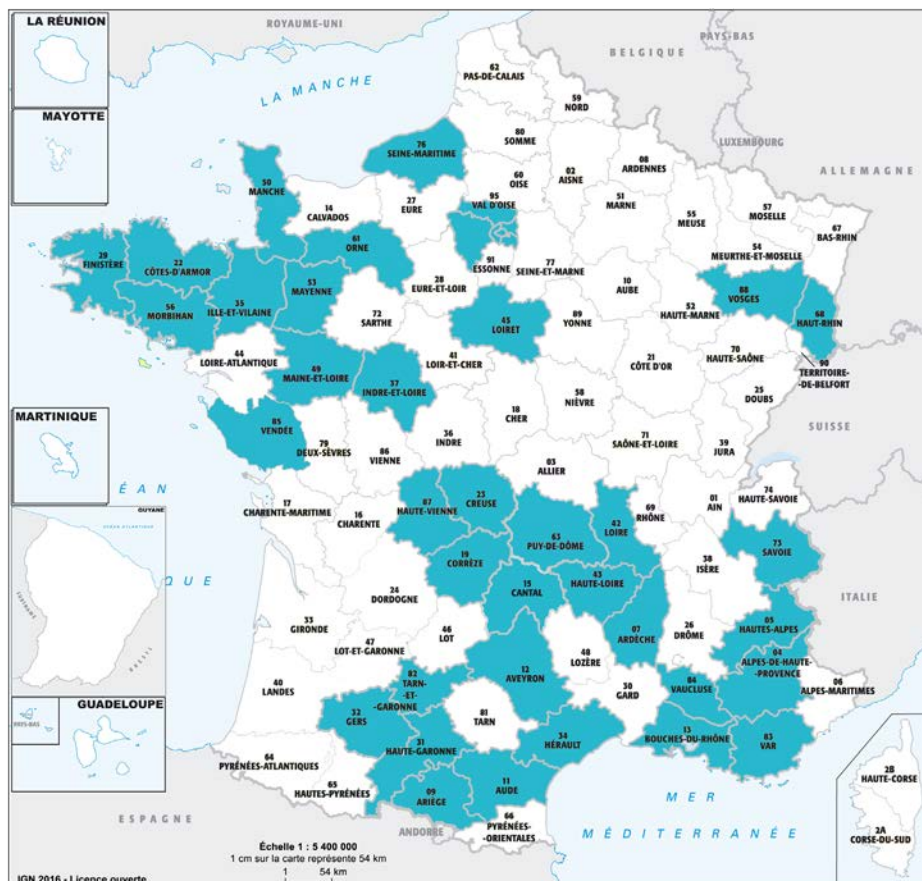
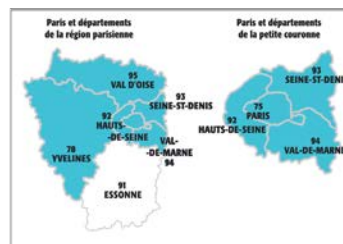
Communément, l'accompagnement de l'Aract auprès des ODDS s'appuie sur l'**antériorité des actions conduites** dans la région en matière de dialogue social en général et de dialogue social territorial en particulier. En ce sens la diversité des accompagnements illustre aussi la diversité des relations antérieurement tissées entre une Aract et ses interlocuteurs territoriaux. Toutefois le réseau Anact-Aract dans sa globalité semble davantage identifié comme un outil permettant des apports thématiques que des apports méthodologiques sur l'aide technique au fonctionnement, à l'ingénierie de projet, à la facilitation des relations sociales.

³ FACT : Fonds pour l'Amélioration des Conditions de Travail géré par l'Anact.

⁴ ARESO : Appui aux Relations Sociales.

⁵ INTEFP : Institut National du Travail et de la Formation Professionnelle.

⁶ PRST : Plan Régional Santé Travail.





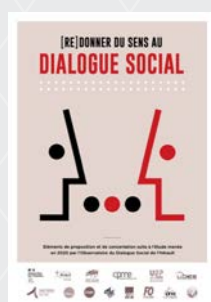
DE NOMBREUX LIVRABLES ET OUTILS PRODUITS AVEC LES ARACT

De nombreux livrables ont été produits avec l'appui des Aract. Citons à titre d'exemples :

CEUX CONCERNANT LES ACTIONS RÉGIONALES MENÉES AVEC LES DREETS POUR SOUTENIR LES ODDS (séminaires inter ODDS, enquêtes et études sur les ODDS, espace ressources ODDS, etc.) ;



LES PRODUCTIONS RÉALISÉES AVEC LES ODDS (plaquettes, études, diagnostics, fiches méthodologiques, webinaires, guides, etc.), des diaporamas de présentation, l'offre de service CSE, etc.).



Ces productions gagneraient à être mutualisées tant pour les ODDS que pour le réseau Anact-Aract afin d'éviter de reproduire à l'identique, s'inspirer de l'existant, identifier des acteurs ressources sur d'autres territoires, favoriser le transfert des livrables, etc.



L'ESPACE RESSOURCES ODDS

En cours de réalisation peut constituer un des outils de cette mutualisation.

Des freins récurrents, quels que soient les territoires

Les difficultés identifiées sont les suivantes :

- **l'hétérogénéité des pratiques**, selon les départements, pouvant limiter la portée d'actions régionales et coordonnées ;
- **l'implication très variable des membres des ODDS** renvoyant parfois plus à une volonté individuelle qu'à une stratégie de l'organisation qui les mandate. Cela peut s'expliquer en partie par des mandats flous des organisations syndicales d'employeurs et de salariés qui peuvent ressentir une concurrence de l'ODDS plutôt qu'une complémentarité ;
- **le ressenti de mille-feuilles** entre différentes instances paritaires territoriales sur le champ du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- **l'accès des ODDS aux acteurs du dialogue social dans les entreprises**, une question récurrente, renvoyant à leur capacité à mobiliser, à transférer les productions réalisées, informer sur des événements, sujet pouvant être accentué par leur difficulté à toucher les élus et les employeurs non syndiqués (représentant une majorité de leur public cible) ;

- **un manque de moyens** certain pour engager des actions ;
- **le transfert d'expériences** lors du renouvellement des mandats, peu anticipé.

Des points d'appuis constatés dans quelques départements.

- **le binôme président/vice-président** pour impulser des projets d'envergure,
- **le portage central de la DDETS**, variable d'une personne à l'autre, d'un territoire à l'autre mais induisant une charge de travail non négligeable dès que l'ODDS s'engage dans de l'action opérationnelle ;
- **le recours à des acteurs ressources** dans la durée (dont le Réseau Anact-Aract) et la capacité de l'ODDS à développer un maillage territorial utile aux actions (Services de prévention et de santé au travail, organismes consulaires, etc.) ;
- **le FACT semble être un levier intéressant** pour l'aide au développement des projets, en articulation avec l'Aract concernée.



RETOUR D'EXPÉRIENCES RÉALISÉ POUR LE BILAN DU COMITÉ D'ÉVALUATION DES ORDONNANCES

Fin 2021, le dernier bilan du Comité d'Évaluation des Ordonnances a intégré une contribution du réseau Anact-Aract sur le bilan qui pouvait être fait 5 ans après la mise en place des ODDS sur les territoires : forte hétérogénéité des pratiques selon les départements pouvant s'expliquer par plusieurs facteurs, leviers d'actions pour soutenir les ODDS à progresser dans leur action et leur fonctionnement.

Annexe 11 du rapport : « ODDS : retour de pratiques – Le passage d'un projet institutionnel à un projet de territoires » <https://www.strategie.gouv.fr/publications/evaluation-ordonnances-22-septembre-2017-relatives-dialogue-social-aux-relations-de-0>



Le financement des Aract pour leur appui aux ODDS

9 Aract sont soutenues financièrement par le Pôle Travail de la DREETS pour leur action en direction des ODDS. Soit il s'agit de conventions sur le thème global du dialogue social, soit de conventions spécifiques sur des projets fléchés vers les ODDS.

À noter ici aussi, des spécificités de conventionnement pour les régions d'Outre-Mer où l'Aract peut avoir une place particulière (et des financements spécifiques) sur le champ du dialogue social du territoire, comme par exemple la Martinique.



L'articulation entre appui aux ODDS et appui aux autres instances du dialogue social territorial

L'action des Aract en matière de dialogue social territorial n'est pas nouvelle sur certains territoires, même si elle semble s'être renforcée à l'occasion de la mise en place des observatoires départementaux du dialogue social.

9 Aract ont été mobilisées par la CPRIA⁷, instance la plus citée par les répondants et particulièrement investie sur la gestion des conflits dans l'entreprise. Les appuis aux instances de dialogue social territorial correspondent à de **l'aide au fonctionnement**, notamment sur la construction du règlement intérieur, de l'aide à l'animation et à la structuration des actions, la formation des membres, **l'appui dans les actions** (actions collectives, réalisation de guides, etc.).

Les thématiques traitées avec ces instances sont le plus souvent sur les questions de relations et conflits, QVCT, addictologie, RPS, santé au travail et prévention des risques professionnels, égalité professionnelle, télétravail et organisations hybrides, attractivité, etc.

Les contributions du Réseau Anact-Aract sont nettement moins fréquentes concernant les CPRI⁸ qui semblent rencontrer dans plusieurs régions des **difficultés récurrentes** dans leur fonctionnement et le développement de leurs actions.

Notons enfin les spécificités des territoires d'Outre-Mer en matière de dialogue social territorial et des expérimentations existantes dans certaines régions comme par exemple l'observatoire informel de Normandie.

Pour conclure, on note **une articulation nouvelle entre le dialogue social territorial et les dynamiques de PRST** (état des lieux des instances, hébergement d'actions (ex : l'espace ressources ODDS), aide à la diffusion, etc.) ; on peut faire l'hypothèse que cette évolution s'explique en partie par le renforcement des actions des nouveaux PST/PRST sur le champ du dialogue social et le positionnement du dialogue social comme une priorité pour le réseau dans le cadre du nouveau Contrat d'Objectifs et de Performance.

⁷ CPRIA : Commission Paritaire Interprofessionnelle Régionale de l'Artisanat

⁸ CPRI : Commission Régionale Paritaire Interprofessionnelle